

On s'accorde à présent à voir dans la crise de Cuba le grand tournant des relations internationales depuis la guerre. Comme toujours en pareil cas, la course qui s'ébauche se précisera lentement avec des hauts et des bas, des retours en arrière et des reprises. Mais la tendance générale reapparaîtra peu à peu.

La situation à Cuba.

A Cuba même, l'essentiel est résolu : les cargos soviétiques sont repartis vers la Russie avec leur chargement de fusées, contrôlés en haute mer par la flotte américaine. Cependant, malgré le long séjour de Mikoyan auprès de Castro, celui-ci se refuse à autoriser l'inspection de l'île par des experts de l'O.N.U. à laquelle les Soviets s'étaient engagés. De même, les avions russes susceptibles de larguer des bombes atomiques n'ont pas été restitués à l'U.R.S.S. et ramenés chez elle. Ces conditions n'étant pas remplies la « quarantaine » autour de Cuba continue et l'engagement pris par Kennedy de ne pas envahir l'île ne peut, de ce fait, être considéré comme contraignant.

Certains voient là une mesure dilatoire prise d'un commun accord entre Russes et Cubains. Nous ne le pensons pas. Les Soviets ont maintenant intérêt à tourner la page qui n'est pas précisément glorieuse pour eux, et les Américains ne sont nullement pressés de se lier les mains par un engagement formel, ce qui permettrait au Castroisme de perpétuer ses manœuvres de subversion en Amérique latine. L'affaire ne sera vraiment réglée que lorsque un nouveau régime aura remplacé à Cuba le régime de Fidel Castro, ce qui n'est pas pour demain. De nombreux épisodes entre temps sont à prévoir.

La position de Krouchtchev après Cuba.

Autant qu'on en peut juger, l'énorme erreur de Krouchtchev n'a pas affaibli sa position à l'intérieur. L'anniversaire de la révolution de 1917 a été célébré comme à l'accoutumée, avec les rites et discours d'usage; les figurants étaient au complet et on n'a pu noter le moindre signe de discordance. Les dictatures, d'ailleurs, ne périssent pas par leurs fautes, au contraire il y a longtemps que celle de Krouchtchev et d'autres auraient disparu. Il paraît, au contraire que l'affaire de Cuba a cristallisé en U.R.S.S. un désir général d'une détente avec l'Occident et qu'elle permettra même d'en accélérer la réalisation. Les raisons pour cela se font de plus en plus impérieuses : l'aggravation de la rivalité avec la Chine et le conflit sino-indien à l'extérieur, les résultats inquiétants de la récolte et le désordre dans l'industrie à l'intérieur.

La proposition russe de Septembre.

Si l'on veut mesurer le chemin parcouru depuis un an, il suffit de revenir aux débats de septembre à Moscou, concernant le Marché Commun européen. A ce moment les Soviets avaient adressé au Secrétariat de l'O.N.U. une proposition de convoquer une conférence internationale pour intensifier les relations commerciales entre toutes les nations du globe, sans dupables d'infraction à la police de la circulation et ayant entraîné des accidents corporels et matériels.

reponssé par tous les Occidentaux. Ce qui est intéressant, ce sont les motifs invoqués par l'U. R. S. S. pour justifier ce projet. Nous citons : « Aux pays occidentaux industrialisés, cet élargissement du commerce international assurerait des débouchés supplémentaires pour leur production, des commandes stables pour leur industrie, l'augmentation de l'emploi pour la population. Par là même se trouverait atténuée l'influence négative exercée sur leur économie par des crises et des récessions chroniques ». Voilà ce que dit Krouchtchev qui proclamait naguère aux Occidentaux : « Nous vous enterrerons ». Maintenant, bon aître, il se préoccupe de stabiliser cette économie capitaliste qui selon la doctrine, en était à sa troisième phase de décrépitude précédant l'écroulement.

Nous avons prêté peu d'attention à cette note, la prenant pour une simple manœuvre. C'était une erreur. Les Russes sont bel et bien en train de réviser leur politique économique. Une succession d'articles dans la « Pravda » prépare l'opinion à accepter le retour, au moins partiel, à l'économie de marché dans l'industrie, c'est-à-dire à réintroduire la notion de profit dans l'organisation du travail. Comme l'hérésie est énorme, il faut bien s'expliquer. D'autre part, la récolte 62 étant déficitaire, tant en U.R.S.S. que chez les satellites européens, il va falloir, comme l'a fait la Chine, importer de quoi manger, des pays capitalistes. Mais faute de monnaie d'échange, il sera indispensable d'en obtenir des crédits. Ainsi la France surchargée par une récolte de blé pléthorique est sollicitée de vendre 3 millions 500 mille quintaux de blé à la Pologne, Hongrie et Bulgarie, à bas prix bien entendu, et à crédit. La Chine en achète déjà 3 millions. Il est probable qu'au lieu de les laisser se tirer d'affaire en révisant leur politique agricole, les Pays de l'Ouest leur donneront satisfaction. Mais il faut préparer le terrain.

La faillite du système collectiviste.

Ce qui est révélateur en tout cela, c'est que depuis un an, voyant tous les efforts de redressement échouer l'un après l'autre et la situation chaque année plus mauvaise, alertés aussi par les émeutes en Ukraine du Sud et par les grèves et révoltes des ouvriers sibériens à Kemerovo, dont on vient d'apprendre l'ampleur, les dirigeants communistes sont inquiets. Le système est en faillite. Ce n'est pas là une simple image : Une grande usine de l'Oural a effectivement cessé de payer ses ouvriers. Les missions de plus en plus nombreuses qui parcourent l'Occident ne peuvent s'empêcher de faire la comparaison. Tout cela se répand et le désarroi des hautes sphères se conçoit. Nous sommes persuadés que Krouchtchev est profondément déprimé par ces échecs. Son affolement lors de la crise de Cuba, qui est si peu dans le tempérament du personnage, ne s'explique pas autrement. On se souvient qu'il avait fait au printemps une grande tournée dans les provinces asiatiques, au Kasakstan, en Sibérie. Il croyait que sa présence, les li-mogéages auxquels il avait procédé, allaient porter leurs fruits. Les résultats étant pires qu'auparavant, il cherche vainement une issue. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois.

Le conflit sino-indien.

Le conflit entre l'Inde et la Chine ajoute à ses soucis. Après avoir quelque temps hésité à se prononcer, il s'est décidé à se rapprocher de l'Inde. L'antagonisme avec la Chine lui paraît irrémédiable et il n'a plus intérêt à la ménager. Nehru lui a tendu la perche : il a déclaré qu'il n'était pas anticommuniste, mais seulement l'ennemi de l'expansionnisme impérialiste chinois; ce sont ses propres expressions. Et Krouchtchev a décidé de respecter ses engagements; il livrera les « Mig 21 », avions à réaction du dernier modèle, promis avant le conflit. C'est sans doute le ralliement des communistes hindous à la politique de Nehru qui l'a déterminé et aussi l'inquiétude de voir l'Inde, armée militairement par les Etats-Unis, l'Angleterre et même par la France, basculer par la force des choses, dans le camp occidental. Le départ de Krishna Menon exigé par tous les partis hindous ne laissait guère de doute à ce sujet. Nehru, de son côté, a promis de limiter ses achats d'armes à l'Occident et de refuser que l'armée américaine n'intervienne dans la lutte, comme il en était question en cas d'invasion chinoise plus accentuée. Nehru restera neutraliste, mais Moscou devra payer le prix et la tension avec la Chine s'aggravera d'autant.

Il est inutile de souligner la portée de cette évolution de la politique soviétique. Elle est la conséquence irrésistible du déclin de la puissance économique de l'U.R.S.S. que nous avons suivi ici dès ses premiers symptômes qui ont précédé de peu la révolution hongroise de 1956. Aussi de la crise des relations de l'U.R.S.S. avec la Chine dont dès 1958 les signes précurseurs se sont fait jour. Le collectivisme s'est heurté à la résistance de la nature humaine. Cette résistance commence à Pébranler et rien ne peut en retenir le cours.

La pénétration étrangère en Afrique francophone.

La décolonisation n'est pas une perte pour tout le monde et le slogan cher aux Soviets, le néo-colonialisme n'est pas absolument sans arguments. Chaque jour ou presque, on apprend que des groupements industriels et bancaires viennent coopérer avec d'anciens établissements français dans l'Afrique noire francophone. Américains d'abord, mais aussi Allemands, Italiens, Suisses, Suédois. C'est à qui prendra pied tantôt directement, tantôt sous l'égide des grands organismes internationaux dans cette chasse naguère gardée. De grandes banques américaines comme Morgan, Chase Manhattan, Irving Trust, ou allemandes comme la « Deutsche Bank », ouvrent leurs guichets. Une part du capital est réservé à l'Etat où elles s'installent, une autre aux anciens établissements français. Tout se passe, sans doute, d'un commun accord et au bénéfice mutuel, mais il est clair que cet instrument de pénétration financière n'est que la base d'autres entreprises où jouera la concurrence, où le plus fort peu à peu se taillera une place prépondérante. L'influence politique des Etats à son tour se frayera un passage, comme jadis. Ce ne seront plus les mêmes bénéficiaires, voilà tout.

CRITON.

17/11
1962